

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ASA 39/010/2006 – ÉFAI

AU 185/06

Londres, le 4 juillet 2006

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

THAÏLANDE **Wasant Panich (h), avocat et défenseur des droits humains**

Le 28 juin, Wasant Panich, défenseur des droits humains de premier plan et membre de la Commission nationale des droits humains, a échappé à ce qui semblait être une tentative d'enlèvement. Il est possible que cette tentative ait eu pour but de l'intimider afin qu'il renonce à ses activités de défenseur des droits humains, qui pourraient porter notamment sur des investigations sur des charniers découverts cette année dans le sud de la Thaïlande. Wasant Panich est toujours en danger.

Dans la matinée du 27 juin, alors qu'il se rendait à une réunion à la mairie de Bangkok, Wasant Panich a reçu plusieurs appels sur son portable professionnel. Il n'y avait aucune réponse lorsqu'il décrochait, et le numéro de son interlocuteur était masqué. Plus tard, le même jour, il a de nouveau été contacté, sur son téléphone portable personnel cette fois-ci, dont le numéro n'est connu que d'un nombre limité de personnes. Là encore, son correspondant est resté silencieux.

Le lendemain matin, alors que Wasant Panich s'apprêtait à partir pour son bureau, le téléphone portable de sa femme a sonné, et ils ont reçu d'autres appels anonymes sur leur ligne fixe. Wasant Panich a demandé à son chauffeur de sortir, tandis que lui restait chez lui, afin de vérifier si sa voiture était suivie, craintes qui ont été confirmées par le chauffeur. Wasant Panich et son épouse ont alors décidé d'arrêter un taxi devant chez eux pour se rendre au bureau, mais ils ont été pris de soupçons face au comportement du conducteur. Ils ont alors pris un autre taxi, avant d'être contraints, une nouvelle fois, de descendre du véhicule après avoir aperçu un minivan aux vitres teintées qui les suivait. Lorsque le couple est finalement arrivé au bureau de Wasant Panich, à bord d'un troisième taxi, le minivan suspect était déjà stationné devant le bâtiment.

Récemment, Wasant Panich a demandé l'exhumation de centaines de corps non identifiés retrouvés dans des charniers du sud de la Thaïlande, afin de pouvoir faire la lumière sur la mort de ces personnes. Il est possible que ces charniers aient un rapport avec l'escalade du conflit opposant des séparatistes présumés aux forces de sécurité de la région.

La tentative d'enlèvement dont Wasant Panich a manifestement été victime présente quelques points communs avec le cas de Somchai Neelaphajit, célèbre avocat et défenseur des droits humains qui a « disparu » après avoir été contraint à monter dans une voiture à Bangkok, le 12 mars 2004. On est toujours sans nouvelles de lui à ce jour.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En Thaïlande, les défenseurs des droits humains s'exposent à d'énormes risques. Près d'une vingtaine de personnes œuvrant pacifiquement en faveur de ces droits ont été tuées ces cinq dernières années. Ainsi Phra Supoj Suwagano, moine bouddhiste, est mort poignardé en juin 2005 après avoir exposé au grand jour des abattages d'arbres illégaux près de son monastère dans le nord de la Thaïlande. Charoen Wataksorn, pêcheur et militant écologiste de longue date, a été abattu en juin 2004 après avoir signalé aux autorités des transferts fonciers illégaux. D'aucuns ont dénoncé le manque d'efficacité dans la conduite des investigations sur la mort des deux hommes et sur d'autres homicides, ainsi que sur la « disparition » de l'avocat Somchai Neelaphajit, connu pour ses positions critiques au sujet de la loi martiale dans des provinces du sud de la Thaïlande. Il a « disparu » tandis qu'il intervenait au nom de cinq personnes arrêtées à la suite de violences dans le sud du pays et torturées par la police.

Les défenseurs des droits humains sont également exposés à des actes d'intimidation et de harcèlement. La Commission nationale des droits humains a ainsi été prise pour cible en raison de ses activités. En 2004,

Wasant Panich et Jaran Dittha-apichai, également membre de la Commission, ont reçu des menaces de mort anonymes après avoir enquêté sur des violations des droits humains perpétrées dans le contexte des violences qui déchirent le sud du pays.

Les autorités ont instauré un climat d'impunité par leur manque de détermination à enquêter efficacement et à traduire en justice tous les auteurs présumés d'atteintes.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par les manœuvres d'intimidation dont Wasant Panich, membre de la Commission nationale des droits humains, aurait été victime le 28 juin, et dites-vous inquiet à l'idée qu'on n'ait tenté d'enlever cet homme ;
- priez les autorités de conduire une enquête exhaustive, indépendante et impartiale sur ces événements, en vue de traduire en justice les responsables présumés de ces actes ;
- exhortez les autorités à prendre des mesures immédiates en vue de garantir la sécurité de Wasant Panich ;
- appelez les autorités à faire le nécessaire pour que chaque défenseur des droits humains en Thaïlande puisse poursuivre ses activités légitimes sans craindre d'être enlevé ou de subir toute autre forme de violence, ou d'être la cible d'actes de harcèlement ou d'intimidation, ou d'une arrestation arbitraire, conformément aux garanties prévues par la Constitution en matière de protection des défenseurs des droits humains et aux normes internationales relatives aux droits fondamentaux ;
- engagez-les à mener des investigations détaillées, indépendantes et impartiales sur toute violation grave des droits humains potentiellement liée aux centaines de corps non identifiés retrouvés dans des charniers du sud de la Thaïlande.

APPELS À :

Premier ministre :
Thaksin Shinawatra
Prime Minister
Government House
Pitsanulok Road, Dusit District, Bangkok 10300, Thaïlande

Fax : + 66 2 282 8631

Formule d'appel : *Dear Prime Minister, / Monsieur le Premier ministre,*

Ministre de l'Intérieur :
Kongsak Wantana
Minister of Interior
Ministry of Interior
Atsadang Road, Bangkok 10200, Thaïlande

Fax : + 66 2 226 4371

Formule d'appel : *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

Ministre de la Justice :
Chidchai Wanasatidya
Minister of Justice
Office of the Ministry of Justice
Ministry of Justice Building
22nd Floor Software Park Building,
Chaeng Wattana Road, Pakkred, Nonthaburi, Bangkok 11120, Thaïlande

Fax : +66 2 502 6699/ 6734 / 6884

Formule d'appel : *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

COPIES À :

Président de la Commission nationale des droits humains :
Prof. Saneh Chamarik
Chairperson
National Human Rights Commission of Thailand
422 Phya Thai Road, Pathum Wan District, Bangkok 10300, Thaïlande

Fax : +66 2 219 2940

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Thaïlande dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 15 AOÛT 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*